

# SENATO DELLA REPUBBLICA

— X LEGISLATURA —

N. 1150

## DISEGNO DI LEGGE

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

**di concerto col Ministro dell'Interno**

(FANFANI)

**e col Ministro di Grazia e Giustizia**

(VASSALLI)

(V. Stampato Camera n. 1890)

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 16 giugno 1988*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza il  
22 giugno 1988*

—————  
**Ratifica ed esecuzione della convenzione di cooperazione in  
materia di assistenza amministrativa ai rifugiati, adottata a  
Basilea il 3 settembre 1985**  
—————

## DISEGNO DI LEGGE

---

### Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione di cooperazione in materia di assistenza amministrativa ai rifugiati, firmata a Basilea il 3 settembre 1985.

### Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 10 della convenzione stessa.

### Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

CONVENTION RELATIVE A LA COOPERATION INTERNATIONALE

EN MATIERE D'AIDE ADMINISTRATIVE AUX REFUGIES



Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'organiser, en vue de l'application de l'article 25 de la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève, le 28 juillet 1951, la coopération internationale administrative afin de déterminer l'identité et l'état civil des réfugiés, se référant par ailleurs aux dispositions de la Convention européenne sur l'obtention à l'étranger d'informations et de preuves en matière administrative faite à Strasbourg, le 15 mars 1978, sont convenus des dispositions suivantes:

#### Article 1er

1. En vue de la délivrance de documents ou certificats en application de l'article 25 de la Convention relative au statut des réfugiés signée à Genève, le 28 juillet 1951, l'Etat contractant sur le territoire duquel un réfugié, au sens de la Convention précitée et du Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés, réside régulièrement, peut s'adresser à tout autre Etat contractant sur le territoire duquel l'intéressé a résidé antérieurement, afin d'obtenir des informations concernant l'identité et l'état civil sous lesquels il a été admis ou enregistré dans cet Etat.
2. En aucun cas, une telle demande ne peut être adressée à l'Etat d'origine de l'intéressé. A l'égard de tout autre Etat, l'Etat de résidence s'abstiendra d'adresser une telle demande lorsque sa démarche serait de nature à porter atteinte à la sécurité du réfugié ou des membres de sa famille.

3. L'Etat requérant ne peut utiliser les renseignements fournis en application de la présente Convention à d'autres fins que celles qui sont précisées au premier alinéa.

#### Article 2

1. L'échange d'informations est fait entre les autorités désignées à l'article 3, soit directement, soit par la voie diplomatique ou consulaire, au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention.
2. L'autorité requise doit indiquer, dans la formule et en regard des informations sollicitées par l'autorité requérante, les renseignements dont elle dispose sauf dans les cas où elle estime que leur révélation serait de nature à porter atteinte à son ordre public ou à la sécurité du réfugié ou des membres de sa famille.
3. La formule est renvoyée dès que possible et sans frais.

#### Article 3

Lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, chaque Etat indique l'autorité centrale qu'il a désignée, d'une part pour formuler la demande d'informations, d'autre part pour y répondre. Les Etats fédéraux ont la faculté de désigner plusieurs autorités.

Article 4

1. Toutes les inscriptions à porter sur la formule sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité requérante.
2. Si l'autorité requérante ou l'autorité requise n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

Article 5

1. Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.
2. Le nom de tout lieu mentionné dans la formule est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui de l'autorité requérante.
3. Sont exclusivement utilisés les symboles suivants:
  - pour indiquer le sexe masculin, la lettre M, le sexe féminin, la lettre F;
  - pour indiquer la nationalité, les lettres employées

- pour désigner le pays d'immatriculation des voitures automobiles;
- pour indiquer la situation matrimoniale, la lettre C pour désigner un célibataire, les lettres Ma pour désigner une personne mariée, Dm pour désigner le décès du mari, Df pour désigner le décès de la femme, Div pour désigner le divorce, Sc pour désigner la séparation de corps et A pour désigner l'annulation du mariage;
  - pour indiquer la condition de réfugié, les lettres REF;
  - pour indiquer la condition d'apatride, les lettres APA.
4. En cas de mariage ou de séparation de corps, de dissolution ou d'annulation du mariage, sont mentionnés après l'indication du symbole qui s'y rapporte, la date et le lieu de l'événement.

#### Article 6

1. Au recto de chaque formule, les mentions invariables, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 5 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat requérant et la langue française.
2. La signification des symboles doit être indiquée au moins dans la langue ou l'une des langues officielles



de chacun des Etats qui, au moment de la signature de la présente Convention, sont membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, ainsi que dans la langue anglaise.

3. Au verso de chaque formule doivent figurer:

- une référence à la Convention, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article;
- la traduction des mentions invariables, dans les langues indiquées au deuxième paragraphe du présent article, si ces langues n'ont pas été utilisées au recto;
- un résumé des articles 4 et 5 de la Convention, au moins dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité requérante.

4. Toute traduction doit être approuvée par le Bureau de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

#### Article 7

Les formules sont datées et revêtues de la signature et du sceau de l'autorité requérante et de l'autorité requise. Elles sont dispensées de la légalisation ou de toute formalité équivalente sur le territoire des Etats contractants.

#### Article 8

Sont dispensés de toute légalisation ou de toute formali-

té équivalente sur le territoire de chacun des Etats liés par la présente Convention, les documents concernant l'identité et l'état civil produits par les réfugiés et qui émanent de leurs autorités d'origine.

#### Article 9

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

#### Article 10

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

#### Article 11

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, des Communautés Européennes ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Article 12

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 13

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout autre moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.
2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.
3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

Article 14

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.
2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après

l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du sixième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

#### Article 15

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention:
  - a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
  - b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
  - c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
  - d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;
  - e) toute déclaration faite en vertu de l'article 3.
2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

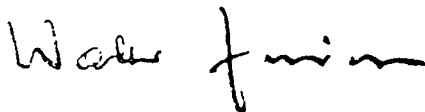
3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

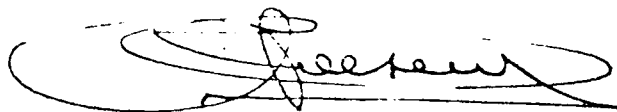
Fait à Bâle, le 3 septembre 1985 en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale  
d'Allemagne

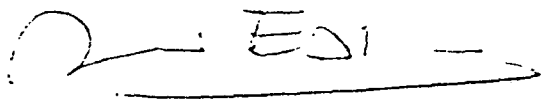
Pour la République d'Autriche



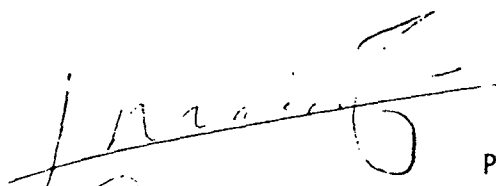
Pour le Royaume de Belgique



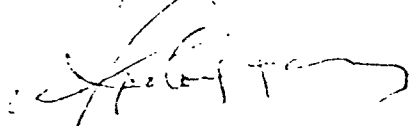
Pour le Royaume d'Espagne



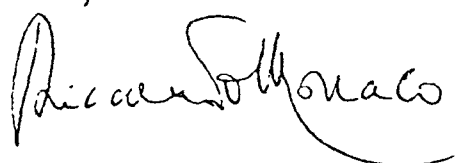
Pour la République Française



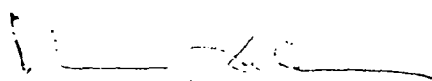
Pour la République Hellénique



Pour la République Italienne



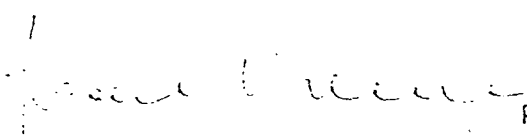
Pour le Grand-Duché du Luxembourg



Pour le Royaume des Pays-Bas



Pour la République Portugaise



Pour la Confédération Suisse

Pour la République Turque

Demande d'informations transmise en application de la Convention signée à Bâle  
le 3 septembre 1985

.....  
.....  
.....

1.	
2.	
3.	
4.	
5.	
6.	
7.	
8.	
9.	
10.	
11.	
12.	
13.	
14.	
15.	
16.	
17.	
18.	
19.	
20.	
21.	
22.	

Les inscriptions sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité requérante.

Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement sous les symboles Jo Mo et An le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

Le nom de tout lieu est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui où la formule est établie.

Si l'autorité requérante ou l'autorité requise n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

Toutes les modifications et traductions sont soumises à l'approbation préalable de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

1 DEMANDE D'INFORMATIONS CONCERNANT UN REFUGIE QUI DECLARE AVOIR RESIDE

à

du

au

19

2 AUTORITE REQUERANTE

3 AUTORITE REQUISE

4	Informations demandées	Informations à la connaissance de l'autorité requérante	6 Informations fournies par l'autorité requise		
			Exact*	Aucune information*	Informations différentes
10	CONCERNANT LE REFUGIE	5	7	8	9
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe	14	nationalité		
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
16	nom et prénoms du père				
17	nom et prénoms de la mère				
18	situation matrimoniale				
19	date et lieu	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
20	CONCERNANT SON CONJOINT ACTUEL OU SON DERNIER CONJOINT				
11	Nom				
12	prénoms				
14	nationalité				
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
16	nom et prénoms du père				
17	nom et prénoms de la mère				
21	CONCERNANT SES ENFANTS				
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe	14	nationalité		
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe	14	nationalité		
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
11	Nom				
12	prénoms				
13	sexe	14	nationalité		
15	date et lieu de naissance	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□

22 Date, signature et sceau

22 Date, signature et sceau

SYMBLES:

Jo : jour  
Mo : mois  
An : année  
M : sexe masculin  
F : sexe féminin  
C : célibataire  
Ma : marié

Dm : décès du mari  
Df : décès de la femme  
Div : divorcé  
A : mariage annulé  
Sc : séparation de corps  
REF : réfugié  
APA : apatride

\* Mettre une croix dans la colonne correspondante



## X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

I PARTE

- Demande d'informations transmise en application de la Convention signée à Bâle le 3 septembre 1985
- Ersuchen um Auskünfte, das gemäss dem in Basel am 3.9.1985 unterzeichneten Übereinkommen übermittelt wird
  - Request for information forwarded in application of the Convention signed in Basle on
  - Solicitud de informaciones enviada en aplicación del Convenio firmado en el  
Αίτηση πληροφοριών που διαβιβάζεται σύμφωνα με τη Σύμβαση που υπογράφηκε στ.. ..... στις.....
  - Richiesta di informazioni trasmessa in applicazione della Convenzione firmata a il
  - Verzoek om gegevens, overgelegd krachtens de Overeenkomst ondertekende , de
  - Pedido de informações formulado nos termos de Convenção assinada em aos
  - Basel 'de 3.9.1985 tarihinde imzalanan Sözleşmenin uygulanmasında iliskin bilgi istek formu

II PARTE

1. Demande d'informations concernant un réfugié qui déclare avoir résidé à du au 19
- Ersuchen um Auskünfte über einen Flüchtling, der angibt, sich in von bis 19 aufhalten zu haben
- Request for information concerning a refugee who has declared that he/she has resided at from to 19
- Solicitud de informaciones relativas a un refugiado que declara haber residido en desde el al
- ΑΙΤΗΣΗ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΕΝΑ ΠΡΟΣΦΥΓΑ ΠΟΥ ΔΗΛΩΝΕΙ ΟΤΙ ΔΙΕΜΕΙΝΕ ΣΤ.. .....  
από έως 198..
- Richiesta di informazioni concernenti un rifugiato che dichiara di aver risieduto a dal al 19

- Verzoek om gegevens betreffende een vluchteling die verklaart te hebben verbleven te desde a 19
- Pedido de informações relativas a un refugiado que declara ter residido em desde a 19
- Mültecilere ilişkin bilgi istek formu  
ikamet ettigi yer:  
ikamet tarihi : den e kadar

## 2. Autorité requérante/

Ersuchende Behörde/ Requesting authority/ Autoridad requirente/  
ΑΡΧΗ ΠΟΥ ΑΠΕΥΘΥΝΕΙ ΤΗΝ ΑΙΤΗΣΗ /Autorità richiedente/ Verzoekende  
autoriteit/ Autoridade requerente/ Bilgi İsteyen Makam.

## 3. Autorité requise/

Ersuchte Behörde/ Requested authority: Autoridad requerida/  
ΑΡΧΗ ΠΡΟΣ ΤΗΝ ΟΠΟΙΑ ΑΠΕΥΘΥΝΕΤΑΙ Η ΑΙΤΗΣΗ/ Autorità richiesta/  
Aangezochte autoriteit/ Autoridade requerida/ Bilgi İstenen Makam.

## 4. Informations demandées/

Erbeten Auskünfte/ Requested information/ Informaciones solicitadas/  
Πληροφορίες που ζητούνται/ Informazioni richieste/ Verzochts gegevens/  
Informações pedidas/ İstenen bilgiler.

## 5. Informations à la connaissance de l'autorité requérante/

Der ersuchenden Behörde bekannte Angaben/ Information known to the  
requesting authority/ Informaciones conocidas por la autoridad re-  
quirente/ Πληροφορίες γνωστές στην Αρχή που απευθύνει την αίτηση  
Informazioni note all'autorità richiedente/ Gegevens waarover de  
verzoekende autoriteit beschikt/ Informações conhecidas pela auto-  
ridade requerente/ Bilgi isteyen makamca bilinen bilgiler.

## 6. Informations fournies par l'autorité requise/

Auskünfte der ersuchten Behörde/ Information provided by the reque-  
sted authority/ Informaciones facilitadas por la autoridad requerida/  
Πληροφορίες που παρέχονται από την Αρχή προς την οποία  
απευθύνεται η αίτηση

Informazioni fornite dall'autorità richiesta/ Gegevens verstrekt  
door de aangezochte autoriteit/ Informações fornecidas pela autori-  
dade requerida/ Bilgi istenen makamın cevapları.

7. Exact°/  
Zutreffend°/ Correct°/ Exacto°/ Ακριβές °/ Esatto° / Juist°/ Exacto°/  
Dogru°.
8. Aucune information°/  
Nicht Bekannt°/ No information°/ Ninguna informacion°/  
Δεν υπάρχουν πληροφορίες°/ Nessuna informazione°/ Geen gegevens°/  
Nenhuma informaçao°/ Bilgi yok°.
9. Informations différentes  
Abweichende Angaben/ Different information/ Informaciones diferentes/  
Διαφορετικές πληροφορίες/ Altre informazioni/ Afwijkende gegevens/  
Informações diferentes/ Farkli bilgiler.
10. Concernant le refugee/  
Betreffend den Flüchtling/ Concerning the refugee/ Relativas al re-  
fugiado/ ΠΟΥ ΑΦΟΡΟΥΝ ΤΟΝ ΠΡΟΣΦΥΓΑ/ Concernenti il rifugiato/ Betref-  
fende de vluchteling/ Relativas ao refugiado/ Miltecinini.
11. Nom/  
Familiennome/ Surname/ Apellidos/ Επώνυμο /Cognome/ Naam/ Apellidos/  
Soyadi.
12. Prénoms/  
Vornamen/ Forenames/ Nombre propio/ Ονόματα /Nomi/ Voornamen/  
Nome próprio/ Adi.
13. Sexe/  
Geschlecht/ Sex/ Sexo/ Φύλο / Sesso/ Geschlecht/ Sexo/ Cins.
14. Nationalité/  
Staatsangehörigkeit/ Nationality/ Nacionalidad/ Ιθαγένεια  
cittadinanza/ Nationaliteit/ Nacionalidade/ Vatandesligi.
15. Date et lieu de naissance/  
Datum und Ort der Geburt/ Date and place of birth/ Fecha y lugar  
de nacimiento/ Ημερομηνία και τόπος γέννησης /Data e luogo di nascita  
Datum en plaats van geboorte/ Data e lugar do nascimento/ Dogum  
tarihi ve yeri.

° Mettre une croix dans la colonne correspondante/  
Die entsprechende Spalte ankreuzen/ Insert a cross in the correspon-  
ding column/ Poner una cruz en la columna correspondiente/  
Βάλτε ένα σταυρό στην αντίστοιχη στήλη /Mettere una croce nella  
colonna corrispondente/ Een kruisje in de betreffende kolom zetten/  
Pazer una cruz na coluna correspondente/ Dogru olan haneye isareti  
kovunuz.

16. Nom et prénoms du père/  
Familiennamen und vornamen des Vaters/ Surname and forenames of the  
father/ **Apellidos y nombre del padre/ Επώνυμο και ονόματα του πατέρα**  
Cognome e nomi del padre/ Naam en voornamen van de vader/ Nome  
completo do pai/ Babasinin soyadi ve adi.
17. Nom et prénoms de la mère/  
Familiennamen und Vornamen der Mutter/ Surname and forenames of the mo-  
ther/ **Apellidos y nombre de la madre/ Επώνυμο και ονόματα της μητέρας**  
Cognome e nomi della madre/ Naam en voornamen van de moeder/  
Nome completo de mae/ Anasinin soyadi ve adi.
18. Situation matrimoniale/  
Familienstand/ Matrimonial Status/ Situación matrimonial/  
**Παντρεμένος ή ανύπαντρος / Situazione matrimoniale/ Huwelijks-  
tustie/ Situação matrimonial/ Medeni hali.**
19. Date et lieu/  
Datum und Ort/ Date and place/ Fecha y lugar/ **Ημερομηνία και τόπος**  
Date e luogo/ Datum en plaats/ Data e lugar/ Tarix ve yer.
20. Concernant son conjoint actuel ou son dernier conjoint/  
Betreffend seinen derzeitigen oder letzten Ehegatten/ Concerning  
his/her present spouse or former spouse/ Relativas e su cónyuge  
actual o e su último cónyuge/ **ΠΟΥ ΑΦΟΡΟΥΝ ΤΟΝ ΤΩΡΙΝΟ Η ΤΟΝ ΤΕΛΕΥΤΑΙΟ**  
**ΕΥΧΥΓΟ ΤΟΥ** /Concernenti il coniuge attuale o  
l'ultimo coniuge/ Betreffende zijn/haar huidige of laatste echt-  
genoot/ Quanto ao cónyuge actual ou ao último cónyuge/ Simdiki  
veya son esinin.
21. Date, signature et sceau/  
Betreffend seine Kinder/ Concerning his/her children/ Relativas  
e sus hijos/ **ΠΟΥ ΑΦΟΡΟΥΝ ΤΑ ΤΕΚΝΑ ΤΟΥ** / Concercenti i suoi  
figli/ Betreffende zijn/haar kinderen/ Quanto aos seus filhos/  
Çocuklarının.

## 22. Date, signature et sceau/

Datum, Unterschrift und Siegel/ Date, signature and seal/ Fecha  
firma y sello/ Ημερομηνία, υπογραφή και σφραγίδα/ Date, firma e  
timbro/ Datum, ondertekening en stempel/ Data, assinatura e selo/  
Tarih, imza ve mühür.

III PARTE

Les inscriptions sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue de l'autorité requérante.

Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement sous les symboles Jo Mo et An le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

Le nom de tout lieu est suivi du nom de l'Etat où ce lieu est situé, chaque fois que cet Etat n'est pas celui où la formule est établie.

Si l'autorité requérante ou l'autorité requise n'est pas en mesure de remplir une case ou une partie de case, cette case ou partie de case est rendue inutilisable par des traits.

Toutes les modifications et traductions sont soumises à l'approbation préalable de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Die Eintragungen sind in lateinischen Druckbuchstaben vorzunehmen; sie können auch in den Buchstaben der Sprache der ersuchenden Behörde vorgenommen werden.

Die Daten sind in arabischen Zahlen einzutragen, die nacheinander unter den Zeichen Jo Mo und An den Tag, den Monat und das Jahr angeben. Der Tag und der Monat sind durch eine zweistellige Zahl, das Jahr vierstellig anzugeben. Die ersten 9 Tage des Monats und die ersten 9 Monate des Jahres sind in Zahlen von 01 bis 09 anzugeben.

Dem jeweiligen Ortsnamen folgt der Name des Staates, in dem der Ort liegt, soweit dieser Staat nicht derjenige ist, in dem das Formular ausgestellt wird.

Ist die ersuchende oder die ersuchte Behörde nicht in der Lage, ein Kästchen oder den Teil eines Kästchens auszufüllen, so wird dieses Kästchen oder dieser Teil des Kästchens durchgestrichen, so daß keine Eintragung mehr möglich ist.

Alle Änderungen und Übersetzungen müssen zuvor von der Internationalen Kommission für das Zivilstandswesen genehmigt werden.

Entries shall be written in Latin capitals and may, in addition, be written in the characters used in the language of the requesting authority.  
Dates shall be written in Arabic numerals indicating, in order, by the symbols Jo Mo and An, the day, the month and the year. The day and the month shall each be indicated by two figures and the year by four figures. The first nine days of the month and the first nine months of the year shall be indicated by the figures 01 to 09.  
Every place-name shall be followed by the name of the State in which that place is situated, wherever it is not the State where the form is being drawn up.  
Where it is not possible for either the requesting authority or the requested authority to complete a box or part of a box, that box or part of a box shall be crossed out.  
Any amendments or translations shall be subject to prior approval by the International Commission on Civil Status.

Las informaciones se escribirán en caracteres latinos de imprenta; podrán, además, escribirse en los caracteres del idioma de la autoridad requiren-  
te.

Las fechas se escribirán en cifras arábigas que indiquen sucesivamente ,bajos los símbolos Jo, Mo y An, el día, mes y año. El día y el mes se indicarán con dos cifras y el año con cuatro cifras. Los nueve primeros días del mes y los nueve primeros meses del año se indicarán mediante cifras que vayan del 01 al 09.

El nombre de toda localidad irá seguido del nombre del Estado en que dicha localidad esté situada, cuando ese Estado no sea el mismo de la autori-  
dad que haya rellenado el formulario.

Si la autoridad requirente o la autoridad requerida no están en condiciones de rellenar una casilla o una parte de la casilla, éstas se inutiliza-  
rán con rayas.

Todas las modificaciones y traducciones están sometidas a la aproba-  
ción previa de la Comisión Internacional del Estado Civil.

Οι εγγραφές πρέπει να γίνουν με λατινικά τυπογραφικά στοιχεία· επιπλέον μπορούν να γίνουν με στοιχεία της γλώσσας της Αρχής που απευθύνει την αίτηση.

Οι ημερομηνίες γράφονται με αραβικούς αριθμούς που δείχνουν κατά σειρά κάτω από τα σύμβολα Jo, Mo και An την ημέρα, το μήνα και το έτος.

Κάθε ονομασία τόπου συνοδεύεται από την ένδειξη του Κράτους, όπου βρίσκεται ο τόπος, όταν το Κράτος δεν είναι εκείνο, όπου εκδίδεται το έγγραφο.

Αν η Αρχή που απευθύνει την αίτηση ή η Αρχή προς την οποία η αίτηση απευθύνεται δεν είναι σε θέση να συμπληρώσει κάποιο τετραγωνίδιο ή κάποιο τμήμα τετραγωνιδίου, το τετραγωνίδιο αυτό ή το μέρος αυτό του τετραγωνιδίου, αχρηστεύεται με γραμμές.

Όλες οι τροποποιήσεις και μεταφράσεις υποβάλλονται στην προηγούμενη έγκριση της Διεθνούς Επιτροπής Προσωπικής Κατάστασης.

Le iscrizioni vanno apposte in stampatello, in caratteri latini ; esse possono inoltre essere scritte nei caratteri della lingua dell'autorità richiedente.

Le date vanno scritte con numeri arabi indicando successivamente con i simboli Jo Mo e An il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre. I primi nove giorni del mese ed i primi nove mesi dell'anno sono indicati con numeri da 01 a 09.

Il nome della località è seguito dal nome dello Stato ove esse si trovano qualora tale Stato non sia quello dell'autorità richiedente.

Se una casella o parte di una casella non possono essere riempite, in essa devono essere posti dei trattini.

Le modifiche e le traduzioni devono essere preventivamente approvate dalla Commissione Internazionale dello Stato Civile.

De gegevens worden geschreven in Latijnse drukletters; zij kunnen bovendien worden geschreven in de lettertekens van de taal van de verzoekende autoriteit.

De data worden geschreven in Arabische cijfers : zij geven achtereenvolgens, onder de symbolen Jo, Mo en An, de dag, de maand en het jaar aan. De dag en de maand worden aangeduid door twee cijfers, het jaar door vier cijfers. De eerste negen dagen van de maand en de eerste negen maanden van het jaar worden aangeduid door de cijfers 01 tot en met 09.

De naam van iedere plaats wordt gevolgd door de naam van de Staat waarin deze plaats is gelegen wanneer bedoelde Staat niet de Staat is waar het formulier is opgemaakt.

- As menções são escritas em caracteres latinos de imprensa; também podem ser escritas nos caracteres da língua da autoridade requerente.
- As datas são expressas em algarismos árabes, indicando-se sucessivamente, sob os símbolos Jo, Mo, e An, o dia, o mês e o ano. O dia e o mês são indicados por dois algarismos e o ano por quatro algarismos. Os nove primeiros dias do mês e os nove primeiros meses do ano são indicados por algarismos de 01 a 09.
- O nome de qualquer lugar é seguido do nome do Estado em que esse lugar se situa, sempre que esse Estado não seja aquele em que o formulário é elaborado.
- Se a autoridade requerente, ou a autoridade requerida, não tiver possibilidade de preencher total ou parcialmente algum dos espaços, esse espaço será inutilizado, no todo ou em parte, por meio de traços.
- Quaisquer modificações ou traduções têm de ser submetidas à aprovação prévia da Comissão Internacional do Estado Civil.

Kayıtlar, Latin kitap harfleri ile yazılır; bu kayıtlar ayrıca, bilgi isteyen makamın dilinin harfleri ile de yazılabilir.

Tarihler, sırasıyla J, M ve A sembolleri altında gün, ay ve yılı gösteren rakamlarla yazılırlar. Gün ve ay iki rakamla, yıl dört rakamla gösterilir. Ayın ilk dokuz günü ve yılın ilk dokuz ayı 01'den 09'a kadar olan rakamlarla gösterilir.

Her yer isminin yanına, eğer bu yer formülü düzenleyen devletin ülkesinde değil ise, bu yerin bağlı olduğu devletin adı da yazılır.

Eğer bilgi isteyen veya bilgi istenen makam bir haneyi veya hanenin bir kısmını dolduramayacak durumda ise, bu hane veya hanenin doldurulamayan kısmı bir çizgi ile iptal edilir.

Bütün değişiklikler ve çeviriler önceden Uluslararası Kişisel Hal Komisyonunun onayına sunulur.



IV. PARTE

Symboles/ Zeichen/ Simbolos/ ΣΥΜΒΟΛΑ /Simboli/ Simbolen/  
Simbolos/ Skmboller.

- Jo : Jour/ Tag/ Day/ Dia/ ημέρα /Giorno/ Day/ Dis/ Gün.  
 Mo : Mois/ Monat/ Month/ Mes/ μήνας / Meße/ Maand/ Mēs/ Ay.  
 An : Année/ Jahr/ Year/ Año/ έτος / Jaar/ Yil.  
 M : Sexe masculin/ Männliches Geschlecht/ Male/ Sexo masculino/  
αρσενικό γένος /Sesso maschile/Mannelijk geslacht/ Sexo  
masculino/ Erkek.  
 F : Sexe féminin/ Weibliches Geschlecht/ Female/ Sexo feminino/  
θηλυκό γένος /Sesso femminile/ Vrouwelijk geslacht/ Sexo  
feminino/ Kadın.  
 C : Célibataire/ Ledig/ Single/ Soltero/ ανόπαντρος /Celibe/  
Ongehuwd/ Solteiro/ Bekär.  
 Ma : Marié/ Verheiratet/ Married/ Casado/ παντρεμένος /Sposato/  
Gehuwd/ Casado/ Evli.  
 Dm : Décés du mari/ Tod des Ehegattens/ Death of the husband/  
Defunciòn del marido/ θάνατος του συζύγου/ Decesso del ma-  
rito/ Overlijden van de man/ Obito do marido/ Kocasinin  
ömlüü  
 Df : Décés de la femme/ Tod der Ehegattin/ Death of the wife/  
Defunciòn de la mujer/ θάνατος της συζύγου/ Decesso della mo-  
glie/ Overlijden van de vrow/ Obito da mulher/ Karisinin  
ölmüü.  
 Div : Divorcé/ Geschieden/ Divorced/ Divorciado/ χορισμένος/  
Divorziato/ Echtscheiding/ Divorciado/ Bosanmis.  
 A : Mariage annulé/ Nichtigerklärung der Ehe/ Annulment/ Ma-  
trimonio anulado/ γάμος άκυρος /Matrimonio annullato/  
Huwelijk nietig verklaard/ Casamento nulo ou anulado/  
Evliliğın iptali.  
 Sc : Séparation de corps/ Getrennt/ Legal separation/ Separaciòn  
personal/ χωρισμός / Separazione/ Scheiding van tafel end  
bed/ Separação judicial de pessoas e bens/ Ayrilik.

REF : Réfugié/ Flüchtling/ Refugee/ Refugiado/ πρόσφυγας  
Rifugiato/ Vluchteling/ Refugiado/ Mülteci.

APA : Apatride/ Staatenlos/ Stateless/ Apàtrida/ χωρίς υπαγωγή.  
Apolida/ Staatloos/ Apàtrida/ Vatansiz.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE RELATIVA ALLA COOPERAZIONE  
INTERNAZIONALE IN MATERIA DI ASSISTENZA  
AMMINISTRATIVA AI RIFUGIATI

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale di Stato Civile, desiderosi di organizzare, ai fini dell'applicazione dell'art. 25 della Convenzione relativa allo Statuto dei rifugiati firmato a Ginevra il 28 luglio 1951, la Cooperazione amministrativa internazionale per determinare l'identità e lo Stato Civile dei rifugiati, riferendosi per altro alle disposizioni della Convenzione europea riguardo all'ottenimento all'estero, di informazioni e di prove in materia amministrativa, fatta a Strasburgo il 15 marzo 1978, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

Art. 1°

1. Ai fini del rilascio di documenti o di certificati, in applicazione dell'art. 25 della Convenzione relativa allo Statuto dei rifugiati firmato a Ginevra il 28 luglio 1951, lo Stato Contraente sul cui territorio un rifugiato, ai sensi della succitata Convenzione e del Protocollo del 1967, relativo allo Statuto dei rifugiati, risiede regolarmente, può rivolgersi ad ogni altro Stato Contraente sul cui territorio l'interessato abbia precedentemente risieduto, per ottenere informazioni concernenti l'identità e stato civile con il quale esso è stato ammesso o registrato in detto Stato.

2. Detta richiesta non può in nessun caso essere rivolta allo Stato di origine dell'interessato. Nei confronti di qualsiasi altro Stato, lo stato di residenza si asterrà dall'inviare detta richiesta qualora questo passo fosse di natura tale da recare danno alla sicurezza del rifugiato o dei membri della sua famiglia.

3. Lo Stato richiedente non può utilizzare le informazioni fornite in applicazione della presente Convenzione per fini che non siano quelli precisati al primo comma.

#### Art. 2°

1. Lo scambio di informazioni avviene tra le autorità designate all'articolo 3, sia direttamente, sia tramite le vie diplomatiche o consolari, mediante un modulo redatto in più lingue, il cui modello è allegato alla presente Convenzione.

2. L'Autorità richiesta deve indicare nel modulo, e per quanto riguarda le informazioni sollecitate dall'autorità richiedente, le notizie di cui dispone tranne che nei casi in cui essa ritenga che la loro rivelazione possa essere di natura tale da recare danno al suo ordine pubblico o alla sicurezza del rifugiato o dei membri della sua famiglia.

3. Il modulo sarà restituito non appena possibile e senza spese.

Art. 3°

Al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, ciascun Stato indicherà l'autorità centrale da esso designata, da una parte per formulare la domanda d'informazioni, e dall'altra parte per rispondervi. Gli Stati federali hanno facoltà di designare più autorità.

Art. 4°

1. Tutte le iscrizioni da trascrivere sul modulo saranno scritte in <sup>CARATTERI LATINI E IN</sup> stampatello; potranno inoltre essere redatte nei caratteri della lingua dell'autorità richiedente.

2. Qualora l'autorità richiedente o l'autorità richiesta non sia in grado di compilare una casella o parte di essa, detta casella o parte di essa dovrà essere sbarrata.

Art. 5°

1. Le date sono riportate in numeri arabi indicanti successivamente, sotto i simboli Jc, Mc e An, il giorno, il mese e l'anno. Il giorno e il mese sono indicati con due

cifre, l'anno con quattro. I primi nove giorni del mese ed i primi nove mesi dell'anno sono indicati con numeri che vanno da 01 a 09.

2. Il nome di ogni località menzionata nel modulo è se guito dal nome dello Stato nel quale detta località è situata, ogniqualvolta detto Stato non sia quello della autorità richiedente.

3. Sono utilizzati esclusivamente i simboli seguenti:
- la lettera M, per il sesso maschile, la lettera F, per il sesso femminile;
  - per indicare la nazionalità, le lettere utilizzate per indicare lo Stato di immatricolazione delle autovetture;
  - per indicare la situazione matrimoniale, la lettera C per indicare una persona celibe, le lettere Ma per indicare una persona coniugata, Dm il decesso del marito, Df il decesso della moglie, Div il divorzio, Sc la separazione e A l'annullamento del matrimonio;
  - per indicare la condizione di rifugiato, le lettere REF;
  - per indicare la condizione di apolide, le lettere APA.

4. In caso di matrimonio o di separazione, di scioglimento o di annullamento del matrimonio, dovranno essere menzionate la data ed il luogo dell'evento, dopo l'indicazione del relativo simbolo.

Art. 6°

1. Sulla prima facciata di ogni modulo, le voci invariabili, ad eccezione dei simboli previsti all'art. 5 concernenti le date, sono stampate in almeno due lingue, nella lingua, o in una delle lingue ufficiali dello Stato richiedente, e in lingua francese.

2. Il significato dei simboli deve essere indicato almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali di ciascuno degli Stati i quali, al momento della firma della presente Convenzione, siano membri della Commissione Internazionale di stato civile, nonchè in lingua inglese.

3. Sul retro di ogni modulo devono comparire:

- un riferimento alla Convenzione, nelle lingue indicate al secondo paragrafo del presente articolo;

-

- la traduzione delle voci invariabili, nelle lingue indicate al secondo paragrafo del presente articolo, qualora dette lingue non siano state utilizzate sulla prima facciata;

- un riassunto degli articoli 4 e 5 della Convenzione, almeno nella lingua o in una delle lingue ufficiali dell'autorità richiedente.

4. Ogni traduzione deve essere approvata dall'Ufficio della Commissione Internazionale di Stato Civile.

Art. 7°

I moduli sono datati e recano la firma e il sigillo dell'autorità richiedente e dell'autorità richiesta. Essi sono dispensati dalla legalizzazione o da ogni altra formalità equivalente sul territorio degli Stati contraenti.

Art. 8°

Sono dispensati da qualsiasi legalizzazione o da ogni altra formalità equivalente sul territorio di ciascuno degli Stati vincolati dalla presente Convenzione, i documenti relativi all'identità e allo stato civile esibiti dai rifugiati e rilasciati dalle loro autorità di origine.

Art. 9°

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata, e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.



Art. 10°

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito del secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Nei confronti dello Stato che ratificherà, <sup>ACCETTERÀ</sup> approverà o aderirà dopo la sua entrata in vigore, la Convenzione avrà effetto dal primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito, da parte di questo Stato, dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Art. 11°

Ogni Stato membro della Commissione Internazionale di Stato civile, delle Comunità Europee o del Consiglio d' Europa, potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

Art. 12°

Non è ammessa nessuna riserva alla presente Convenzione.

Art. 13°

1. Ciascuno Stato, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, o in qualsiasi altro successivo momento, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estenderà all'insieme dei territori di cui assicura i rapporti sul piano internazionale, o ad uno o più di essi.

2. Detta dichiarazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero, e l'estensione avrà effetto al momento dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato o, successivamente, il primo giorno del terzo mese successivo a quello del ricevimento della notifica.

3. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante notifica inviata al Consiglio Federale Svizzero e la Convenzione cesserà di essere applicabile al territorio designato il primo giorno del terzo mese successivo al ricevimento di detta notifica.

Art. 14°

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Stato parte alla presente Convenzione, avrà tuttavia facoltà di denunciarla in qualsiasi momento alla scadenza del termine di un anno, a partire dalla data di entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti. La denuncia sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero ed avrà effetto il primo giorno del sesto mese successivo a quello del ricevimento di detta notifica. La Convenzione rimarrà in vigore tra gli altri Stati.

Art. 15°

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato civile ed ogni altro Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

- a) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;
- b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;
- c) ogni dichiarazione relativa all'estensione territoriale della Convenzione o al suo ritiro, nonché la data alla quale avrà effetto;
- d) ogni denuncia della Convenzione e la data alla quale avrà effetto;
- e) ogni dichiarazione resa ai sensi dell'art. 3.

2. Il Consiglio Federale Svizzero avviserà il Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato civile di ogni notifica effettuata in applicazione del paragra-

fo 1.

3. Sin dall'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia autenticata sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero, al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione e della pubblicazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

In fede di che, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Basilea, il 3 settembre 1985, in un unico esemplare, in lingua francese, che sarà depositato negli archivi del Consiglio Federale Svizzero, e di cui una copia autenticata sarà consegnata, per le vie diplomatiche, ad ognuno degli Stati membri della Commissione Internazionale di stato civile ed agli Stati aderenti. Una copia autenticata sarà anche inviata al Segretario generale della Commissione Internazionale di Stato civile.

Seguono firme:

Richiesta d'informazioni trasmessa in applicazione della Convenzione firmata a Basilea il 3 settembre 1985.

---

SCHEMA

---

Le iscrizioni devono essere trascritte in stampatello; esse possono inoltre essere redatte nei caratteri della lingua dell'autorità richiedente.

CARATTERI LATINI E IA

Le date vanno riportate in numeri arabi indicanti successivamente, con i simboli Jo Mo e An, il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati da due cifre, l'anno da quattro cifre. I primi nove giorni del mese, ed i primi nove mesi dell'anno sono indicati da numeri che vanno da 01 a 09.

Il nome di ogni località è seguito dal nome dello Stato nel quale detta località è situata, ogni qualvolta detto Stato non sia quello in cui il modulo è redatto.

Qualora l'autorità richiedente o l'autorità richiesta non siano in grado di compilare, interamente o in parte, una casella, detta casella o parte di casella deve essere sbarrata.

Tutte le modifiche e le traduzioni saranno sottoposte al l'approvazione preventiva della Commissione Internazionale di Stato civile.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Richiesta d'informazioni concernenti un rifugiato che dichiara di aver risieduto a

71 a

al 71 Autorità richiesta

4	Informaz. richieste	Informazioni note all'autorità richiedente	6 Inf. fornite dall'aut.à rich.		
10	Concernenti il rifugiato		Esat- to	Nessuna a inf.ne *	Informazioni varie
11	Cognome				
12	Nome				
13	Sesso   14   Nazionalità				
15	Data e luogo di nascita	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
16	Cognome e nome del padre				
17	Cognome e nome della madre				
18	Situazione matrimoniale				
19	Data e luogo	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
20	Concernente coniuge attuale o ultimo coniuge				
11	Cognome				
12	Nome				
14	Nazionalità				
15	Data e luogo di nascita	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
16	Cognome-nome del padre				
17	Cognome-nome della madre				
21	Concernenti i suoi figli				
11	Cognome				
12	Nomi				
13	Sesso   14   Nazionalità				
15	Data e luogo di nascita	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
11	Cognome				
12	Nome				
13	Sesso   14   Nazionalità				
15	Data e luogo di nascita	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□
11	Cognome				
12	Nomi				
13	Sesso   14   Nazionalità				
15	Data e luogo di nascita	Jo Mo An □□ □□ □□□□			Jo Mo An □□ □□ □□□□

Data, firma e sigillo

Data, firma e sigillo

SIMBOLI:

Jo : giorno

Mo : mese

An : anno

M : sesso maschile

F : sesso femminile

C : celibe

Ma : coniugato

Dm : decesso del marito

Df : decesso della moglie

Div : divorziato

A : annullamento di matrimonio

Se : separazione

REF : rifugiato

APA : apolide

\* Apporre una croce nella colonna corrispondente.